



LE CANADIEN
Steve Bégin prévoit de la
turbulence contre les Bruins
Page B 6



TÉLÉVISION
Radio-Canada veut obtenir
des revenus des abonnements
Page B 8

CAHIER
B

ÉCONOMIE

Série C de Bombardier

Ottawa sera flexible sur les modalités de son aide

SYLVAIN LAROCQUE

Même s'il n'est pas prêt à augmenter son soutien financier à Bombardier pour ses appareils de série C, le gouvernement conservateur se montre flexible sur les modalités de versement de son aide.

Lors d'un point de presse tenu en marge de l'ouverture de la foire commerciale Aéroport Montréal 2008, le ministre fédéral des Travaux publics, Michael Fortier, a assuré qu'Ottawa était disposé «à être créatif» pour trouver des façons concrètes d'aider Bombardier à assembler à Mirabel sa nouvelle famille d'avions de 100 à 149 places.

«On va faire notre possible pour ne pas donner à la compagnie d'excuse pour ne pas faire la fabrication ici au Québec, a lancé M. Fortier. On est prêts à continuer à avoir des discussions avec eux.»

Alors que les libéraux étaient au pouvoir, en 2005, le gouvernement fédéral s'est engagé à verser une aide remboursable de 350 millions à Bombardier, une offre que les conservateurs ont maintenue. Mais pas question d'en rajouter. «Le 350 millions qui a été avancé ne l'a pas été il y a 50 ans», a noté le ministre Fortier.

De son côté, de Québec a promis 118 millions, mais le ministre du Développement économique, Raymond Bachand, a déjà indiqué que le gouvernement était prêt à bonifier son offre. Il a refusé de donner plus de détails sur les pourparlers avec Bombardier, hier.

En février, l'avionneur montréalais a annoncé qu'il songeait désormais à assembler la série C aux États-Unis afin de profiter de la faiblesse du dollar américain, tout en réitérant que Mirabel demeurerait son premier choix. Le Missouri courtise activement Bombardier en offrant un terrain situé près de l'aéroport de Kansas City et de généreux crédits d'impôt. D'autres États américains seraient aussi dans la course, mais leur identité n'a pas été révélée.

Bombardier demande toujours aux gouvernements

VOIR PAGE B 5: AIDE



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le ministre fédéral des Travaux publics, Michael Fortier, a assuré qu'Ottawa était disposé «à être créatif» pour trouver des façons concrètes d'aider Bombardier.

Double défi pour le commerce au détail

CLAUDE TURCOTTE

D'une part, une clientèle qui exprime de plus en plus «un sentiment profond d'être unique» et, d'autre part, des changements de valeurs chez les employés à l'approche d'une vague démographique sans précédent qui annonce une rareté de main-d'œuvre posent des défis importants pour tout le secteur du commerce de détail, lequel emploie présentement plus de 400 000 personnes au Québec.

Dans les deux cas, ce sont essentiellement les jeunes générations de consommateurs et d'employés qui, par leur attitude, forcent l'industrie à réfléchir sur son avenir. On en a parlé plutôt subtilement au 15^e congrès du Conseil québécois du commerce de détail, tenu ces deux derniers jours à Montréal.

Sur le plan de la consommation, Alain Giguère, président de la firme de sondages CROP, a rappelé qu'en l'espace de quelques années les consommateurs sont devenus beaucoup plus informés et critiques, ce qui a eu un impact majeur sur leur taux de confiance dans la publicité. De 35 % à croire que la publicité ment, ils sont maintenant 55 % à le penser. En outre, leurs goûts en matière de consommation ont fortement évolué. En 2001, 23 % d'entre eux achetaient pour le plaisir et pour expérimenter; l'an passé, ils représentaient 31 % des consommateurs. En 2005, 13 % étaient motivés dans leurs achats par le désir de rehausser

VOIR PAGE B 5: DÉFI



REUTERS

En Asie, la flambée des prix des denrées alimentaires risque de coûter politiquement cher aux dirigeants asiatiques confrontés à une vague de contestation sociale. Ici, un travailleur chinois transporte des sacs de grains de blé.

Quand le prix du riz peut semer la zizanie

L'augmentation du coût de la nourriture menace la stabilité mondiale, dit l'ONU

Dubai — L'augmentation récente du nombre d'émeutes alimentaires est un signe avant-coureur qu'une hausse du coût de la nourriture pourrait provoquer des troubles et menacer la stabilité mondiale, prévient l'Organisation des nations unies (ONU).

Ajouté aux effets néfastes des changements climatiques et à l'explosion des coûts du carburant, c'est une «tempête parfaite» qui se prépare pour une bonne partie de la population mondiale, a déclaré le sous-secrétaire général de l'ONU pour l'aide humanitaire et les secours d'urgence, John Holmes.

Il a fait ces commentaires après deux jours d'émeutes en Égypte, où le prix de plusieurs produits a doublé depuis un an. Des émeutes alimentaires violentes sont aussi toujours en cours en Haïti, où les Casques bleus ont dû utiliser des balles de caoutchouc pour disperser les manifestants qui s'étaient rassemblés, hier, devant le palais présidentiel.

M. Holmes a déclaré que «le coût actuel des denrées est susceptible d'augmenter radicalement la fréquence et l'importance de l'insécurité alimentaire». Il a ensuite rappelé que le nombre moyen de catastrophes naturelles a doublé depuis 20 ans, et que le coût du diesel — qui est utilisé pour transporter la nourriture — ne cesse d'augmenter, deux facteurs qui contribuent à la hausse des prix des aliments.

De son côté, le directeur adjoint du Programme alimentaire mondial de l'ONU, John Powell, a demandé aux pays développés de faire plus pour aider les pays en voie de développement. Les pays aux prises avec des émeutes alimentaires ont besoin d'aide pour mettre en place des filets de sécurité sociale, a-t-il dit.

Asie sous pression

L'Asie est également sous pression. La flambée des prix des denrées alimentaires, en particulier du riz, risque de coûter politiquement

cher aux dirigeants asiatiques confrontés à une vague de contestation sociale, préviennent des experts. «Il va y avoir des troubles et les pays les plus pauvres en pâtiront beaucoup plus que les nations les plus riches comme la Malaisie ou Singapour», estime Ooi Kee Beng, de l'Institut d'études du Sud-Est asiatique à Singapour.

Le Bangladesh et les Philippines, deux grands importateurs de riz où les foyers pauvres dépensent en moyenne 70 % de leurs revenus en nourriture, ont été touchés de plein fouet. «[Au Bangladesh], l'explosion des prix constitue une vraie menace pour la survie du gouvernement intérimaire», note le politologue Ataur Rahmn. «Cela pourrait déclencher un fort mécontentement, des violences et des émeutes liées à l'explosion des prix des matières premières», dit-il.

Le chef de l'armée a récemment exhorté les habitants pauvres à consommer des pommes de terre afin de réduire la pression sur le marché du riz, dont le prix a doublé en un an. Aux Philippines, la tension est telle que l'armée a assigné des troupes à la distribution de riz dans les quartiers pauvres de Manille. Le secrétaire à la Justice, Raul Gonzalez, a parlé de «situation d'urgence».

Les prix du riz ont enregistré des hausses vertigineuses portés par la suspension annoncée des exportations de l'Inde (troisième exportateur mondial) et la dépendance de plusieurs pays importateurs.

L'Inde, confrontée elle-aussi à une forte inflation, a donc stoppé ses exportations de riz pour contenir les prix sur le marché local. Car la hausse des prix est une mauvaise nouvelle pour le gouvernement de centre-gauche conduit par le Parti du Congrès et élu en mai 2004 par les centaines de millions de pauvres les plus touchés par la flambée des prix des produits de première nécessité.

VOIR PAGE B 5: NOURRITURE

La fin d'une religion

Le Forum économique mondial plaide pour une intégration visant «autant la qualité que la quantité»

ÉRIC DESROSIERS

Les récentes déclarations contre l'ALENA des prétendants à l'investiture démocrate à la Maison-Blanche illustrent bien le degré «de pauvreté» auquel est arrivé le débat sur la mondialisation aux États-Unis comme ailleurs, selon le directeur exécutif du Forum économique mondial, Richard Samans.

Les critiques virulentes exprimées ces dernières semaines par Hillary Clinton et Barack Obama contre l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) doivent être replacées dans le cadre beaucoup plus large du désenchantement populaire à l'égard des retombées promises au fil des ans avec le processus d'intégration économique. «Il faut voir, dans ce contexte, l'ALENA comme une métaphore», a expliqué hier cet ancien conseiller économique du président Clinton à l'occasion d'un déjeuner-causerie organisé par le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM).

Il faut dire que les gouvernements et leurs experts ont longtemps cru que l'intégration économique devait fatalement profiter à l'ensemble des populations, au point d'en faire «une sorte de religion», a admis cet organisateur de la fameuse conférence qui se tient annuellement à Davos, en Suisse. «La foi dans ce modèle a été si grande que personne ne sentait la nécessité de développer des stratégies pour s'assurer que ces retombées positives pour le plus grand nombre aient bel et bien lieu. On pensait que le modèle s'en chargerait tout seul.»

On se retrouve aujourd'hui dans la situation où le mécontentement de la population à l'endroit de la mondialisation est plus élevé que jamais et où les solutions offertes par les acteurs politiques apparaissent bien insuffisantes. «On sent souffler chez les élites un vent de résignation», a déploré Richard Samans. Tous ces penseurs et ces politiciens devraient, au contraire, se mettre à l'ouvrage sans plus tarder afin de trouver des façons d'avoir une intégration visant «autant la qualité que la quantité».

Ces stratégies devraient, selon lui, être centrées sur la promotion de la classe moyenne. Elles devraient porter notamment sur la mise en place de mécanismes permettant de réduire les impacts sociaux, économiques, environnementaux et financiers des importantes transformations en cours. Elles se fonderaient principalement sur l'action des gouvernements nationaux, mais ces derniers auront besoin d'un coup de pouce dans plusieurs pays. Ce coup de pouce pourrait prendre la forme d'une aide financière et technique à l'intention des pays les plus pauvres, mais pourrait venir aussi du Fonds monétaire international (FMI) s'il se décidait enfin à ramener à l'ordre les pays qui, comme la Chine, manipulent leur taux de change pour se donner un avantage. Plusieurs entreprises privées ne demanderaient également pas mieux que d'être mises à contribution, selon Richard Samans.

«Cette question a évidemment une dimension morale, mais il s'agit fondamentalement d'un enjeu économique, a-t-il expliqué en point de presse après son discours. Cette classe moyenne qu'il faut promouvoir fera une bonne clientèle pour les produits canadiens ou américains.»

Le travail de l'État

La conférence de Richard Samans était présentée hier dans le cadre d'un colloque international intitulé «Humaniser le commerce» et organisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM) de l'Université du Québec à Montréal. Un grand nombre de participants y ont exprimé à leur tour leur conviction que l'État restait le mieux placé pour réduire les impacts négatifs liés à la mondialisation et en répartir les retombées positives.

Le nombre de pertes d'emplois directement attribuables au commerce dans un pays comme les États-Unis est moins important qu'on ne le pense généralement, a précisé d'entrée de jeu Howard Rosen, expert en la matière au Peterson Institute à Washington. On parle d'à peine 500 000 emplois sur les 16 à 18,5 millions qui sont abolis chaque année pour être remplacés par d'autres.

Sur ces 500 000 travailleurs, près du tiers ne se retrouveront cependant pas un autre emploi et 40 % devront accepter des baisses de salaire. «Les impacts négatifs du commerce tendent à être très concentrés sur certaines régions, certaines industries et certains types de travailleurs, alors que les retombées positives sont très largement distribuées, sous forme d'augmentation du pouvoir d'achat ou de croissance économique», a noté l'économiste.

Les pays riches ont chacun leur manière d'aider leur population à s'adapter aux chocs de la mondialisation,

VOIR PAGE B 3: RELIGION